



Revue de presse



Mardi 05 Mars 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances: réunion du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé dimanche une réunion du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires, à laquelle ont assisté des directeurs généraux du ministère ainsi que des représentants du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, indique lundi un communiqué du ministère des Finances.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances/Energie: une réunion de concertation consacrée aux programmes d'investissement du secteur de l'Energie et des mines

Le ministre des Finances, Laaziz Faid et le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, ont présidé conjointement, lundi, une réunion de concertation en vue de résoudre les difficultés liées à la réalisation du portefeuille de programmes d'investissement du secteur de l'énergie et des mines, a indiqué un communiqué du ministère.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

APN: adoption à la majorité du projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, lundi, à la majorité le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, élaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme.

L'adoption s'est déroulée lors d'une séance plénière présidée par M. Hani Ahcene, vice-président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faid, et de membres du Gouvernement.



Faid préside une réunion du Haut Comité d'évaluation et d'alerte des Risques Budgétaires

Le Ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé hier, une réunion du Haut Comité d'évaluation et d'alerte des Risques Budgétaires, en présence des Directeurs Généraux du ministère des Finances et des représentants du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales. Cette rencontre a été marquée également, par la présence des dg de la CNAS, de la CNR ainsi que du PDG du CCR et du représentant de la Banque d'Algérie.

Réunion de concertation entre le ministre des finances et le ministre de l'énergie

Sous le cadre des réunions bilatérales visant à renforcer la concertation avec les secteurs stratégiques et les principaux allocataires budgétaires, les Ministres des Finances, Laaziz Faid, et de l'Énergie et des Mines, Arkab Mohamed, ont conjointement présidé une réunion ce lundi, rassemblant des hauts responsables des deux départements.

Cette rencontre s'inscrit dans la mise en œuvre de la LOLF, marquant le début de la deuxième année de la réforme budgétaire. L'objectif majeur est d'approfondir la concertation, d'identifier les contraintes et de résoudre les difficultés liées à la réalisation du portefeuille de programmes d'investissement du secteur de l'Énergie et des Mines, avec une perspective d'accroître la performance dans l'exécution des investissements.



Finances: réunion du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé dimanche une réunion du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires, à laquelle ont assisté des directeurs généraux du ministère ainsi que des représentants du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, indique lundi un communiqué du ministère des Finances.

Ont pris part aussi à la réunion, les directeurs généraux de la CNAS, de la CNR, ainsi que du P-dg du CCR et du représentant de la Banque d'Algérie, ajoute la même source.

Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires : Examen de la trésorerie de l'Etat et la dette publique



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, dimanche, une réunion du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires, à laquelle ont assisté des directeurs généraux du ministère ainsi que des représentants du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a indiqué hier un communiqué du ministère des Finances.

Ont pris part aussi à la réunion, les directeurs généraux de la CNAS, de la CNR, ainsi que du PDG du CCR et du représentant de la Banque d'Algérie, ajoute la même source.

Projet de règlement budgétaire de l'exercice 2021 : Les députés adoptent le texte

Le projet portant règlement budgétaire de l'exercice 2021 élaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme a été adopté, lundi à l'APN, par la majorité des députés.



Energie et mines : Résoudre les difficultés liées à la réalisation du portefeuille de programmes d'investissement du secteur

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd et le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, ont présidé conjointement, lundi, une réunion de concertation en vue de résoudre les difficultés liées à la réalisation du portefeuille de programmes d'investissement du secteur de l'énergie et des mines, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette réunion, qui rentre dans le cadre des réunions bilatérales visant à renforcer la concertation avec les secteurs stratégiques et les principaux allocataires budgétaires, a regroupé des hauts responsables des deux départements, a précisé la même source.



Finances : Faïd réunit le Haut Comité d'évaluation et d'alerte des Risques Budgétaires

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé le dimanche, une réunion du Haut Comité d'évaluation et d'alerte des Risques Budgétaires, en présence des Directeurs Généraux du ministère des Finances et des représentants du ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales.



Nouvelle loi monétaire et bancaire : «Il est urgent de publier les textes d'application », selon Finabi

La nouvelle loi monétaire et bancaire a été publiée depuis 8 mois. Les innovations citées dans la nouvelle loi monétaire et bancaire susceptibles d'apporter du punch au secteur bancaire pour le sortir de sa léthargie actuelle sont nombreuses : factoring, finance verte, banques d'affaires, banque digitale. Cependant, note Chabane Assad, fondateur du cabinet Finabi conseil, «les mécanismes juridiques nécessaires pour mettre en place ces outils n'ont pas été encore codifiés.



[Financement des programmes d'investissement du secteur de l'agriculture](#)

[Faid et Cherfa se concertent](#)

Le ministre des Finances et de l'Agriculture ont examiné les défis auxquels est confronté l'agriculture.

Un secteur agricole performant, c'est assurer sa sécurité alimentaire. C'est l'objectif de l'Algérie qui a mis le paquet pour que ce secteur se développe et réponde à ses attentes, celles de sa population. À commencer par le débarrasser de toutes ces embûches qui l'en empêche. C'est dans ce sens que s'est tenue, le 3 mars, une réunion de concertation interministérielle visant à identifier et à lever les obstacles liés à l'exécution et au financement des programmes d'investissement du secteur de l'agriculture.



[Faute de quorum, la séance de vote retardée](#)

[Le règlement budgétaire 2021 adopté](#)

Les députés ont déposé 417 amendements au projet de règlement intérieur.

Le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021 a été adopté hier à la chambre basse du Parlement. Toutefois, nombreux sont les députés qui ont brillé par leur absence à la séance consacrée au vote de deux projets.



[Mahfoud Kaoubi, expert en politique et en géo-économie](#)

[«Il faudra compter avec l'Algérie»](#)

Le monde connaît une rupture majeure et amorce un profond changement, suite à l'émergence des Brics.

Face aux sanctions occidentales, la Russie a fait preuve d'une grande résilience. C'est ce que constate Mahfoud Kaoubi, expert en politique, en géo-économie et spécialiste des questions financières, qui a, à la faveur de son intervention dans l'émission matinale L'Invité de la rédaction, de la Radio nationale Alger chaîne 3, longuement traité de la nouvelle configuration mondiale, amorcée notamment suite au conflit russo-ukrainien.

Païement électronique : Le ministère de la Poste sensibilise

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé ce lundi le lancement d'une campagne nationale de sensibilisation et d'information sur le commerce et le paiement électronique.

« Cette campagne qui s'étalera jusqu'au 7 mars a pour objectif d'encourager les commerçants et les citoyens à utiliser les moyens de paiement électronique disponibles, les familiariser avec les concepts et les règles du commerce électronique et les inciter à l'utiliser dans son cadre juridique », assure un communiqué du ministère.



مالية: فايد يترأس اجتماعا للجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانية والتحذير

ترأس وزير المالية, لعزیز فايد, أمس الأحد, اجتماعا للجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانية والتحذير, والذي حضره مدراء عامون بالوزارة وممثلون عن وزارة الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية, حسبما أفاد به الاثنین بیان لوزارة المالية.

وأوضح ذات المصدر أن الاجتماع قد حضره أيضا المدير العام للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء والمدير العام للصندوق الوطني للتقاعد, فضلا عن الرئيس المدير العام للشركة المركزية لإعادة التأمين وممثل بنك الجزائر.



مالية/طاقة: اجتماع تشاوري مخصص للبرامج الاستثمارية لقطاع الطاقة و المناجم

ترأس وزير المالية, لعزیز فايد, و وزير الطاقة و المناجم, محمد عرقاب, اليوم الاثنین اجتماعا تشاوريا من اجل تسوية الصعوبات المرتبطة بإنشاء حافظة البرامج الاستثمارية لقطاع الطاقة و المناجم, حسب ما أفاد به بيان للوزارة.

المجلس الشعبي الوطني: المصادقة بالأغلبية على مشروع قانون تسوية الميزانية لـ2021

صادق نواب المجلس الشعبي الوطني، اليوم الاثنين، بالأغلبية على مشروع القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2021، والذي تم إعداده من منظور الإصلاحات المتعلقة بالتحكم في النفقات العمومية على المدى المتوسط.

وجرت المصادقة في جلسة علنية ترأسها، هاني احسن، نائب رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، لعزیز فايد، وعدد من أعضاء الحكومة.

وفي كلمة له عقب المصادقة، أكد السيد فايد أن مناقشة نص القانون "سمحت بإبراز التفاصيل المتعلقة بتسيير الإنفاق العمومي بالنسبة للسنة المعنية، لاسيما للتكفل باحتياجات المواطنين وتنفيذ البرامج العمومية وترقية قطاعات الاقتصاد الوطني".



مالية: السيد فايد يترأس اجتماعا للجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانية والتحذير

ترأس وزير المالية، العزیز فايد، أمس الأحد، اجتماعا للجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانية والتحذير، والذي حضره مدراء عامون بالوزارة وممثلون عن وزارة الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، حسبما أفاد به اليوم الاثنين بيان لوزارة المالية.



فايد يترأس اجتماعا للجنة تقييم المخاطر الميزانية

ترأس وزير المالية لعزیز فايد يوم الأحد اجتماعا للجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانية والتحذير والذي حضره مدراء عامون بالوزارة وممثلون عن وزارة الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية حسب ما أفاد به أمس الاثنين بيان لوزارة المالية.

وأوضح ذات المصدر أن الاجتماع قد حضره أيضا المدير العام للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء والمدير العام للصندوق الوطني للتقاعد فضلا عن الرئيس المدير العام للشركة المركزية لإعادة التأمين وممثل بنك الجزائر.

فايد يتأأس اجتماعا للجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانية والتحذير...

ترأس وزير المالية، السيد لعزیز فايد، يوم الأحد 3 مارس 2024، اجتماعا للجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانية والتحذير ، بمقر وزارة المالية، بحضور المدراء العامین لوزارة المالية وممثلین عن وزارة الداخلية و الجماعات المحلية. كما تميز هذا اللقاء بحضور مدراء العامین للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء والصندوق الوطني للتقاعد والمدير العام للشركة المركزية لإعادة التأمين وممثل عن بنك الجزائر.



المصادقة على مشروع قانون تسوية الميزانية لـ2021

صادق نواب المجلس الشعبي الوطني، اليوم الاثنين، بالأغلبية على مشروع القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2021، والذي تم إعداده من منظور الإصلاحات المتعلقة بالتحكم في النفقات العمومية على المدى المتوسط. جرت المصادقة في جلسة علنية ترأسها، هاني احسن، نائب رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، لعزیز فايد، وعدد من أعضاء الحكومة.



إجتماع وزاري لتمويل قطاع الفلاحة وتخطي عقبات الإستثمار

ترأس وزير المالية لعزیز فايد و وزير الفلاحة و التنمية الريفية يوسف شرفة، أمس. إجتماعا وزاريا تشاوريا مشتركا بهدف تحديد و رفع العقبات المتعلقة بتنفيذ البرامج الإستثمارية في القطاع الفلاحي و تمويلها. وحسب بيان للوزارة، فإن الوزيران درسا عن كئب خلال جلسة العمل التي جرت بمقر وزارة المالية. التحديات التي يواجهها قطاع الفلاحة ميرزين أهميته الإستراتيجية بالنسبة للاقتصاد الوطني. مضيفا أن الإجتماع شهد محادثات معمقة من أجل تطوير حلول حقيقية لتخطي العقبات الحالية و تحرير قدرات القطاع الفلاحي.

اجتماع وزاري لتمويل الاستثمار في القطاع الفلاحي

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد ووزير الفلاحة، يوسف شرفة، اجتماعا وزاريا تشاوريا مشتركا بهدف تحديد ورفع العقبات المتعلقة بتنفيذ البرامج الاستثمارية في القطاع الفلاحي وتمويلها.

وأفاد بيان لوزارة المالية، أن الوزيرين درسا عن كئب خلال جلسة العمل التي جرت بمقر وزارة المالية، ”التحديات التي يواجهها قطاع الفلاحة ميرزين أهميته الاستراتيجية بالنسبة للاقتصاد الوطني.“

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CONTREBANDE

Les biens saisis acquis au profit du Trésor public

Le ministre de la Justice et garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, celui des Finances, Laaziz Faïd, et le secrétaire général du ministère de la Défense, le général-major Mohamed Salah Benbicha, ont signé un arrêté commun définissant la procédure relative à la gestion des biens saisis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la contrebande et acquis au profit du Trésor public ainsi que les modalités de leur remise au ministère de la Défense. Ainsi, un arrêté interministériel publié au *Journal officiel* du 20 février fixe les marchandises saisies dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le terrorisme, acquises définitivement au profit du Trésor public et les modalités de leur remise aux services compétents du ministère de la Défense nationale, pour une cession à titre gracieux. La liste des marchandises concernées par les dispositions de cet arrêté comprend tous les véhicules légers tout-terrain, destinés au transport de personnes ou de marchandises, couverts ou semi-couverts ou de type pick-up ou quad, et enfin les motos et les moyens de production d'énergie, quelles que soient leurs marques commerciales. C'est-à-dire tous les systèmes, appareils ou équipements autonomes produisant de l'énergie, sous toutes ses formes, quels que soient leurs volumes, leurs capacités ou leurs poids et quels que soient leurs types, portables, tractables, embarqués ou

placés sur skid. Les services des Douanes et des Domaines, selon l'article 4, élaborent, chacun en ce qui le concerne, dès la saisie des marchandises, un dossier technique comportant un état descriptif et illustré des marchandises. Sont considérées acquises définitivement au profit du Trésor public, les marchandises objet d'une confiscation définitive suite à une décision de justice ayant autorité de la chose jugée ou celles dont la propriété revient à l'Etat, et ce, conformément aux dispositions de l'article 36 bis du code de procédure pénale, ou celles faisant l'objet d'une transaction douanière définitive. Pour ce faire, le receveur des Douanes et l'inspecteur des Domaines territorialement compétents listent les marchandises acquises définitivement au profit du Trésor public, accompagnées du procès-verbal de saisie et d'un dossier technique illustré.

LISTE DÉFINITIVE DES MARCHANDISES

Ils transmettent systématiquement le document à la direction régionale des Douanes et au directeur de wilaya des Domaines qui, à son tour, les envoient à la direction régionale du Domaine national dont il relève. Ces deux directions adressent tous les trois mois, aux services du ministère de la Défense, la liste des marchandises. Un constat est alors établi par ces trois institutions (Douanes, Domaines et

Défense nationale) au niveau des magasins et des aires de dépôt. Par ailleurs, la liste définitive des marchandises remises aux services compétents du ministère de la Défense nationale est établie en deux exemplaires, dont un est conservé au niveau de la recette des Douanes ou au niveau de l'inspection des Domaines, selon le cas, et le second est transmis au procureur de la République. L'article 14 énonce que la décision de cession, à titre gracieux, des marchandises est signée par le directeur général des Douanes. L'original est transmis au receveur des Douanes territorialement compétent et une autre copie est communiquée au ministère de la Défense nationale. Le chef de l'inspection des Domaines signe le procès-verbal de remise et de réception des marchandises objet de cession à titre gracieux, et en communique une copie au ministère de la Défense nationale. Toutefois, d'après le texte les dépenses enregistrées par le receveur des Douanes ou par l'inspecteur des Domaines, consécutives à la gestion des marchandises remises aux services compétents du ministère de la Défense nationale, sont prises en charge dans le cadre des crédits financiers ouverts au titre du Budget de l'Etat au profit des programmes des Douanes et des Domaines, conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Nabila Amir

FINANCES

Faid préside une réunion du Haut Comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé dimanche une réunion du Haut Comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires, à laquelle ont assisté des directeurs généraux du ministère ainsi que des représentants du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, indique lundi un communiqué du ministère des Finances.

Ont pris part aussi à la réunion, les directeurs généraux de la CNAS, de la CNR, ainsi que du P-dg du CCR et du représentant de la Banque d'Algérie, ajoute la même source.

Cette initiative, instaurée dans le cadre de la loi organique n°8-15 du 2 septembre 2018, vise à anticiper et évaluer les risques budgétaires potentiels, impactant les finances publiques, explique le document, ajoutant que conformément aux missions définies par l'arrêté du 8 juin

2021, le Haut Comité œuvre dans des domaines clés tels que les aspects macroéconomiques, la dette publique, le financement des systèmes de sécurité sociale, les participations de l'État dans diverses entités, et les finances des collectivités locales.

À l'ordre du jour de cette réunion, des points stratégiques ont été abordés, notamment, l'évolution de l'économie nationale sur la période 2022-2023, les perspectives pour 2024-2026, la

trésorerie de l'État et la dette publique.

Dans ce sillage, M. Faid a souligné les résultats «encourageants» de l'économie nationale sur la période 2022-2023, et a exprimé son «optimisme» pour les perspectives pour 2024-2026.

Il explique que «ces avancées témoignent de la résilience de notre économie et de l'efficacité des politiques financières mises en œuvre».

Des examens approfondis ont été, également, consacrés à la soutenabilité de la dette publique, aux risques budgétaires liés aux entreprises et établissements publics, ainsi qu'à la situation financière des caisses de sécurité sociale. (CNAS, CNR) et des collectivités locales. À ce sujet, le ministre

a affirmé que «la transparence, la vigilance et la prévision sont au cœur de l'approche envers les risques budgétaires pour les identifier et les anticiper». La réunion a abordé, également, les risques budgétaires associés aux changements climatiques, reflétant ainsi l'engagement du Haut Comité envers une gestion financière globale et résiliente.

Cette réunion marque «une étape importante dans le suivi attentif des risques budgétaires, démontrant la volonté du Haut Comité à garantir la stabilité et la pérennité des finances publiques conformément aux orientations de la réforme budgétaire en cours», selon le ministère.

APS

INVESTISSEMENT Des mesures financières dédiées à l'agriculture

Le gouvernement s'apprête à lever les obstacles liés à l'investissement dans le secteur agricole. A la faveur d'une réunion dimanche, entre le ministre des Finances, Laaziz Faid, et le ministre de l'Agriculture, Youcef Cherfa, ces derniers ont tenu à témoigner de la «*détermination à créer un environnement propice à la croissance durable de l'agriculture, favorisant ainsi la sécurité alimentaire nationale*». Au cours de cette séance de travail, tenue au siège du ministère des Finances, «*les ministres ont examiné de près les défis auxquels est confronté le secteur de l'agriculture, mettant en lumière l'importance stratégique de ce dernier pour notre économie nationale*», explique un communiqué du ministère des Finances, repris par l'APS. Des discussions «*approfondies*» ont permis de développer des solutions concrètes pour surmonter les contraintes actuelles et libérer le plein potentiel du secteur agricole, ajoute-on. Au cours de cette réunion, Faid a réaffirmé «*l'engagement de son département à soutenir vigoureusement le secteur de l'agriculture en accompagnant le secteur dans une vision reposant sur le nouveau mode de gouvernance des finances publiques*», mettant en avant «*la nécessité de planifier, programmer et diversifier les sources de financement pour assurer une croissance durable du secteur*». Pour sa part, Cherfa a insisté sur «*l'impératif de garantir la sécurité alimentaire du pays*», soulignant «*l'importance d'une coopération étroite entre toutes les parties prenantes pour assurer la stabilité du marché et la disponibilité continue des produits alimentaires de base*». Les engagements pris au cours de cette réunion, affirme la même source, comprennent «*des mesures financières ciblées et des initiatives visant à renforcer la résilience du secteur face aux fluctuations du marché international et aux changements climatiques*».

A. Ben

APN

Les députés se distinguent encore par leur absentéisme

Il a fallu au président de séance convoquer une seconde plénière pour faire voter, hier lundi peu avant la mi-journée, deux projets de loi, la première séance s'étant caractérisée par une absence quasi générale des députés faisant que le quorum requis en pareille circonstance n'était pas atteint.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Les membres de l'Assemblée populaire nationale font, une fois de plus, parler d'eux en se distinguant encore par leur absentéisme caractérisé. Hier lundi, le président d'une séance plénière dédiée au vote de deux projets de loi a dû constater l'absence de quorum requis en pareille circonstance, ce qui l'a obligé à lever ladite séance. convoquant une autre près de deux heures plus tard. Une attitude absentéiste en lien direct, nous avouait un député, avec le projet de loi portant règlement intérieur qui aurait dû être voté il y a quelque temps et qui tarde à voir le jour en raison de très nombreuses réserves concernant notamment deux dispositions dudit texte qui traitent de ce fléau de l'absentéisme des parlementaires. Il



Photos : DR

s'agit des articles 189 et 190 que les députés rejettent du fait qu'ils les exposent à la perte de l'avantage de prendre part aux missions à l'étranger et de se voir aussi privés de postuler à occuper un poste de responsabilité, dans le cadre du renouvellement annuel des structures internes de la Chambre basse du Parlement.

Pour revenir au premier projet de loi voté, il s'agit de celui portant règlement budgétaire pour 2021. Un texte qui a fait l'objet de longs débats étalés sur deux jours et qui fait ressortir notamment des dépenses budgétaires qui avaient atteint un montant global de 7 925,23 milliards de dinars dont 5 450,44 milliards de dinars pour les dépenses de fonctionnement et 2 474,78 milliards de dinars pour les dépenses d'équipement, soit un taux d'exécution de 91,69% par rapport aux estimations de la LFC. Soit une hausse des dépenses budgétaires par rapport à l'année précédente 2020 que le ministre des Finances justifie par les dépenses supplémentaires liées aux impacts de la pandémie

de Covid-19, à la demande d'investissement des secteurs, à la réorganisation territoriale, ainsi qu'au programme de rattrapage spécifique à certaines wilayas, et au soutien financier des élections législatives. Quant aux recettes budgétaires, elles s'élèvent à 5 900,63 milliards de dinars à la fin de décembre 2021, dont 3 973,58 milliards de dinars liés aux ressources ordinaires et 1 927,05 milliards de dinars à la fiscalité pétrolière. Ce qui signifie qu'il y a eu une hausse de 568,79 milliards de dinars, soit 10,67% par rapport au montant prévu par la LFC. Laazi Faid a soutenu que la pression fiscale a enregistré une baisse de 0,67 point, passant de 23,82% en 2020 à 23,15% en 2021.

Les dépenses fiscales issues des avantages fiscaux accordés à certains contribuables soit pour des raisons sociales ou à titre d'incitations économiques se sont élevées à 423,03 milliards de dinars en 2021 contre 379,89 milliards de dinars en 2020, selon le ministre qui a précisé que les réserves de change se sont établies à 45,3

milliards de dollars US fin 2021, enregistrant une hausse de 3,9 milliards de dinars par rapport aux prévisions de la LFC 2020.

Dans son rapport préliminaire de 92 pages, la commission des finances et du budget de la Chambre basse du Parlement a émis toute une batterie de recommandations. Dont celle qui fera que les déficiences constatées par la Cour des comptes dans le domaine de la gestion du budget de l'État doivent être comblées, le respect du principe de non-allocation des budgets conformément aux dispositions de la loi n°62-11 relative aux lois de finances, la limitation du recours fréquent aux modifications de crédits et les déductions fréquentes afin d'éviter les lacunes observées dans les prévisions budgétaires, la prise en compte de l'indice d'amortissement de l'exercice (N-1) lors de l'élaboration du budget et de répartir les crédits selon les besoins réels des secteurs.

Les députés ont également adopté le projet de loi sur l'industrie cinématographique. Un texte qui a pour but, selon la ministre de la Culture et des Arts, de «mettre en place un système législatif qui cadre avec la politique générale de l'État dans son aspect économique et encourage l'investissement dans les différents secteurs vitaux, y compris la culture». «Ce projet de loi cadre avec les objectifs de la politique générale de l'État dans son aspect économique, tend à encourager l'investissement dans les différents secteurs vitaux dont les industries culturelles, l'industrie cinématographique en tête, et vise à promouvoir le cinéma en tant qu'activité, comme stipulé par la loi n°11-03 du 17 février 2011, en secteur industriel et commercial à dimension économique par excellence», a ajouté Soraya Mouloudji

M. K.

AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DES CITOYENS DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

Les pouvoirs publics se mobilisent

À quelques jours du mois de Ramadhan, les pouvoirs publics ont mis les bouchées doubles pour empêcher la flambée des prix et assurer la disponibilité des denrées alimentaires essentielles en quantités suffisantes.

Le défi n'a jamais été aussi grand pour l'actuel Gouvernement, et les attentes du citoyen algérien aussi légitimes, que durant ces quelques jours qui précèdent l'arrivée du mois de Ramadhan, les prix des produits de large consommation seront ainsi le facteur central qui déterminera la bonne marche de ce mois sacré. Durant tout le mois de février, le ministre Tayeb Zitouni n'a cessé d'interpeller tous les acteurs concernés, de près ou de loin, par l'enjeu du Ramadhan, et souligné l'importance de la coopération pour garantir le succès des initiatives prises à cet effet, allant même à agiter le spectre judiciaire.

« RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DU CITOYEN »

Dans la continuité de ces mesures, lors d'une réunion de concertation interministérielle entre le ministre des Finances, Laâziz Faïd, et le ministre de l'Agriculture, Youcef Cherfa, tenue dimanche et ayant pour but d'identifier et lever les obstacles liés à l'exécution et au financement des programmes d'investissement du secteur de l'agriculture, les deux parties ont insisté sur « la nécessité de planifier, programmer et diversifier les sources de financement pour assurer une croissance durable du secteur ». Pour Youcef Cherfa, il est « impératif de garantir la sécurité alimentaire du pays », d'où « l'importance d'une coopération étroite entre toutes les parties prenantes pour assurer la stabilité du marché et la disponibilité continue des produits alimentaires de base ». Soulignant



leur « détermination à créer un environnement propice à la croissance durable de l'agriculture, favorisant ainsi la sécurité alimentaire nationale », les deux ministres ont ainsi exprimé « leur volonté continue de travailler main dans la main avec les acteurs du secteur, pour assurer son développement tout en répondant aux besoins essentiels des citoyens ».

« DÉSTOCKAGE DE 7 000 TONNES D'OIGNONS SECS ET DE 1400 TONNES D'AIL »

Dans le sillage de cette manœuvre interministérielle, l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) a entamé hier le déstockage de 7 000 tonnes d'oignons secs et de 1400 tonnes d'ail. Un déstockage lancé en application des directives du ministère de l'Agriculture, des mesures qui visent à renforcer l'approvisionnement du marché en produits agricoles de grande consommation en pré-

paration du mois de jeûne. Rappelons, au titre de cette panoplie de mesures de soutien au pouvoir d'achat, que la production de semoule a été augmentée de 20 %, l'huile de table est passée de 1 800 tonnes à 4 000 tonnes par jour, ainsi que l'importation de 110 000 tonnes de viande rouge, outre la réduction de 10% annoncée par le ministre Zitouni, la semaine écoulée. De la viande qui sera vendue 1 200 dinars le kilo. Alors que l'installation des marchés de proximité (120 marchés) a été enclenchée, et que la mobilisation de l'ensemble des agents de lutte contre la spéculation est de mise, avant le jour "J", c'est l'ensemble de l'exécutif qui s'active pour contrôler les prix et l'approvisionnement du marché. En attendant, l'effervescence est palpable, l'heure est à l'anticipation de toute mauvaise surprise, cette fois-ci, les autorités ne toléreront aucun dysfonctionnement.

Hamid Si Ahmed

آليات جديدة لاستباق الأخطار الميزانية العمومية .. وزير المالية: نتائج مشجعة للاقتصاد الوطني خلال الثلاث سنوات الأخيرة ■ تقدم ينم عن مرونة الاقتصاد الوطني ونجاعة السياسات المالية المنتهجة

والصندوق الوطني للتقاعد) والجماعات المحلية. وقد أكد الوزير في هذا الخصوص، على أن «الشفافية واليقظة والتوقع تشكل محور المقاربة المتعلقة بالأخطار الميزانية من أجل تحديدها واستباقها». كما تطرق الاجتماع إلى أخطار الميزانية المرتبطة بالتغيرات المناخية، مما يعكس التزام اللجنة العليا بتسيير مالي شامل ومرن. ويشكل هذا الاجتماع -بضيف بيان الوزارة- «مرحلة هامة في المتابعة الدقيقة للأخطار الميزانية، مما يعكس إرادة اللجنة العليا في ضمان استقرار واستمرارية المالية العمومية طبقا لتوجيهات الإصلاح الجاري للميزانية».

والدين العمومي وتمويل أجهزة الضمان الاجتماعي ومساهمات الدولة في عديد الهيئات وكذلك مالية الجماعات المحلية. وضم جدول أعمال هذا الاجتماع نقاطا استراتيجية تمت مناقشتها، سيما تطور الاقتصاد الوطني خلال فترة 2022-2023 والأفاق في 2024-2026 وخزينة الدولة والدين العمومي. في هذا الصدد، أكد فايد على النتائج «المشجعة» للاقتصاد الوطني خلال فترة سنوات 2020 و2022 و2023، معربا عن «تفاؤله» بخصوص الأفاق في 2024-2026.

كما أشار إلى أن «هذا التقدم ينم عن مرونة الاقتصاد الوطني ونجاعة السياسات المالية المنتهجة». وتم في ذات السياق، القيام بدراسات معمقة حول استدامة الدين العمومي والأخطار الميزانية المرتبطة بالهيئات والمؤسسات العمومية، فضلا عن الوضعية المالية لصناديق الضمان الاجتماعي (الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء

مترأس وزير المالية، العزيز فايد، الأحد، اجتماعا للجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانية والتحذير، حضره مديرون عامون بالوزارة وممثلون عن وزارة الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، حسبما أفاد به، أمس الاثنين، بيان لوزارة المالية. أوضح المصدر، أن الاجتماع حضره أيضا المدير العام للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء والمدير العام للصندوق الوطني للتقاعد، فضلا عن الرئيس المدير العام للشركة المركزية لإعادة التأمين وممثل بنك الجزائر. كما أشار البيان، إلى أن هذه المبادرة التي تمت في إطار القانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018، ترمي إلى استباق وتقييم الأخطار الميزانية الأساسية التي تؤثر على المالية العمومية، مضيفا أنه طبقا للمهام المحددة في المرسوم المؤرخ في 8 يونيو 2021، فإن اللجنة العليا تعمل في مجالات رئيسية، مثل جوانب الاقتصاد الكلي

اجتماع اللجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانية والتحذير

• اجتمعت اللجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانية والتحذير، أمس بمقر وزارة المالية، برئاسة وزير المالية لعزیز فايد وبحضور المديرين العامین لوزارة المالية وممثلین عن وزارة الداخلية والجماعات المحلية، والمديرين العامین للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء والصندوق الوطني للتقاعد والمدير العام للشركة المركزية لإعادة التأمين وممثل عن بنك الجزائر. ونوقشت خلال الاجتماع ملفات تطور الاقتصاد الوطني خلال الفترة 2022-2023، والآفاق المستقبلية للفترة 2024-2026، وخزينة الدولة والدين العام، حسب بلاغ الصادر عن الوزارة. وفي هذا السياق، أبرز وزير المالية النتائج المشجعة التي حققها الاقتصاد الوطني خلال الفترة 2022-2023، كما أعرب عن تفاؤله بأفاق 2024-2026، مبينا أن هذا التقدم يوضح مرونة الاقتصاد الوطني وفعالية السياسات المالية المنتهجة. وتم خلال الاجتماع أيضا بحث وضعية الدين العمومي، والمخاطر المتعلقة بالوضعية المالية للشركات والجماعات المحلية وتأثيرات التقلبات الجوية. وقالت الوزارة إن هذا الاجتماع يشكل خطوة مهمة في التنجيد الدقيق لمخاطر الميزانية، ما يدل على رغبة اللجنة العليا في ضمان استقرار واستدامة المالية العمومية وفقا لتوجهات الإصلاح الحالي للميزانية. ف. جمال

النواب يصوتون على مشروع قانون تسوية الميزانية 2021.. فايد:

التكفل باحتياجات المواطن وتنفيذ البرامج العمومية

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، أن مناقشة مشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2021، سمحت بإبراز التفاصيل المتعلقة بتسيير الأنفاق العام للسنة المعنية، لاسيما التكفل باحتياجات المواطنين وتنفيذ البرامج العمومية، وكذا تغطية قطاعات الاقتصاد الوطني.

زين الدين. ز

أوضح وزير المالية، عقب التصويت على مشروع القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2021، في جلسة علنية ترأسها نائب رئيس المجلس، أحسن هاني، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، أنه تم التنويه خلال عرض هذا النص القانوني بالظرف الزمني الخاص بالتطبيق التدريجي لأحكام القانون العضوي 15-18 المؤرخ في سبتمبر 2018، المتعلق بقوانين المالية، والذي يعكس إصلاحات الجهاز التشريعي المنظم للمالية العمومية بشكل عام، بهدف ضمان الاستدامة المالية، وأضاف أن مناقشة هذا المشروع سجلت تدخلات تبين مدى التزام النواب بانشغالات المواطنين، مشيراً إلى أنها تمحورت أساساً حول التحكم في تنبؤات الميزانية، مدى صرامة تنفيذ المشاريع ونسبة استهلاك الاعتمادات، وكذا تطهير مدونة الاستثمار العمومي، مكافحة الغش والتهريب الجبائين والجمركيين والنطاق الجمركي، وتقليص مدة عرض مشروع قانون تسوية الميزانية.

ومن جانبها، أوصت لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، بمعالجة النقائص التي لاحظها مجلس المحاسبة، في مجال تسيير ميزانية الدولة، والحرص على الاستجابة لتوصياته، وكذا توصيات اللجنة بالنسبة للسنوات السابقة، ودعت للحد من اللجوء المتكرر إلى التعديلات في الاعتمادات والاقتطاعات المتكررة لتفادي النقائص الملاحظة في تقديرات الميزانية، وكذا وضع نظام خاص للتنبؤ وتوقعات إيرادات الميزانية، والاعتماد على معطيات واقعية وعلى سياسة فعالة للتقدير.

اجتماع وزاري مشترك بين وزير المالية والفلاحة تدابير جديدة لتحرير وتمويل الاستثمار في القطاع الفلاحي

ترأس وزير المالية، لعزيز فايد ووزير الفلاحة والتنمية الريفية، يوسف شرفة، اجتماعا وزاريا تشاوريا مشتركا بهدف تحديد ورفع العقبات المتعلقة بتنفيذ البرامج الاستثمارية في القطاع الفلاحي وتمويلها. وأوضح بيان لوزارة المالية، أن الوزيرين درسا عن كئب خلال جلسة العمل التي جرت بمقر وزارة المالية، أول أمس، التحديات التي يواجهها قطاع الفلاحة مبرزين أهميته الاستراتيجية بالنسبة للاقتصاد الوطني. وأوضحت الوزارة في بيانها أن الاجتماع شهد محادثات معمقة من أجل تطوير حلول حقيقية لتخطي العقبات الحالية وتحرير قدرات القطاع الفلاحي.

وجدد فايد التزام وزارته بدعم قطاع الفلاحة بقوة عن طريق مرافقته في إطار مقاربة مبنية على نمط جديد من الحوكمة، فيما يخص المالية العمومية، مشيرا إلى ضرورة تخطيط وبرمجة وتنويع الموارد المالية من أجل ضمان نمو مستدام للقطاع. من جهته، شدد شرفة على ضرورة ضمان الأمن الغذائي للبلاد، مؤكدا على أهمية التعاون الوثيق بين جميع الأطراف المعنية من أجل ضمان استقرار السوق ووفرة المواد الغذائية الأساسية بشكل مستمر. وشملت الالتزامات المتخذة خلال هذا الاجتماع، تدابير مالية موجهة، ومبادرات تهدف لتعزيز صمود القطاع في مواجهة تذبذبات السوق العالمية والتغيرات المناخية.

في إطار مسعى ضمان الأمن الغذائي للبلاد..

اجتماع وزاري مشترك لدعم قطاع الفلاحة بقوة

تخطيط وبرمجة وتنويع الموارد المالية من أجل ضمان نمو مستدام للقطاع".
 من جهته، شدد شرفة على "ضرورة ضمان الأمن الغذائي للبلاد"، مؤكدا على "أهمية التعاون الوثيق بين جميع الأطراف المعنية من أجل ضمان استقرار السوق ووفرة المواد الغذائية الأساسية بشكل مستمر".

وشملت الالتزامات المتخذة خلال هذا الاجتماع "تدابير مالية موجهة، ومبادرات تهدف الى تعزيز صمود القطاع في مواجهة تذبذبات السوق العالمية والتغيرات المناخية"، حسب البيان.
 وأكد الوزيران "عزمهما على خلق بيئة ملائمة للنمو المستدام للفلاحة، بما يدعم الأمن الغذائي الوطني"، كما عبر الوزيران عن "رغبتهما الدائمة في العمل يدا بيد مع الفاعلين في هذا القطاع، من أجل ضمان تطويره وتلبية الاحتياجات الأساسية للمواطنين".

ق- و

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، ووزير الفلاحة والتنمية الريفية، يوسف شرفة، بالجزائر العاصمة، اجتماعا وزاريا تشاوريا مشتركا بهدف تحديد ورفع العقبات المتعلقة بتنفيذ البرامج الاستثمارية في القطاع الفلاحي وتمويلها، حسبما ورد في بيان لوزارة المالية.

وأوضح البيان أن الوزيرين درسا عن كذب خلال جلسة العمل التي جرت بمقر وزارة المالية "التحديات التي يواجهها قطاع الفلاحة مبرزين أهميته الاستراتيجية بالنسبة للاقتصاد الوطني". وأوضح الوزير، في بيانها، أن الاجتماع شهد "معادثات معمقة" من أجل تطوير حلول حقيقية لتخطي العقبات الحالية وتحرير قدرات القطاع الفلاحي.

وجدد فايد خلال الاجتماع "التزام وزارته بدعم قطاع الفلاحة بقوة عن طريق مرافقته في إطار مقارنة مبنية على نمط جديد من الحوكمة فيما يخص المالية العمومية"، مشيرا إلى "ضرورة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger